

<https://www.ujfp.org/spip.php?article5388>



Communiqué ECCP (Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine) - « 1917, 1947, 1967, 2017 : Justice pour la Palestine ! Mettons un terme à la complicité européenne »



Publication date: mercredi 8 février 2017

- BDS - Analyses -

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Plus de 250 organisations européennes ont publié un [communiqué](#) - « 1917, 1947, 1967, 2017 : Justice pour la Palestine ! Mettons un terme à la complicité européenne » - marquant 100 ans d'injustice permanente à l'encontre du peuple palestinien.

Plus de 250 organisations, groupes religieux, partis politiques et syndicats ont publié un communiqué pour exiger de l'UE et des Etats européens justice et responsabilité, l'année 2017 marquant :

" les 100 ans de la déclaration Balfour par laquelle le gouvernement britannique promet unilatéralement l'établissement d'un foyer national juif en Palestine

" Les 70 ans du plan de partage de l'ONU par lequel les colons juifs se sont vus attribués 55% de la Palestine alors qu'ils ne possédaient que 6% des terres, en violation du droit des Palestiniens à l'autodétermination, déclenchant la Nakba de 1947-49 - l'expulsion de plus de 750 000 Palestiniens indigènes vers un exil forcé, précaire et dangereux.

" Les 50 ans de l'occupation israélienne de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est, de Gaza et du Golan syrien, avec la construction de colonies réservées aux Juifs qui en a découlé - considérées illégales en vertu du droit international et comme un crime de guerre en vertu de la Convention de Genève par tous les Etats à l'exception d'Israël.

Ces commémorations nous rappellent les responsabilités des puissances coloniales dans la création de la situation désastreuse qui perdure encore aujourd'hui, en violation des droits du peuple palestinien, du droit international et des résolutions de l'ONU.

100 ans après la déclaration Balfour, Israël continue d'étendre son projet colonial en terre palestinienne. De ce fait, plus de 7 millions de Palestiniens vivent en exil et se voient niés leur droit au retour, tandis que d'autres continuent d'être déracinés quotidiennement. La Grande-Bretagne et d'autres Etats européens continuent de fuir leur responsabilité fondamentale dans la colonisation de la Palestine tout en restant activement complices des violations du droit international et des droits de l'homme par Israël.

La justice ne peut être faite sans la reconnaissance des faits historiques !

Les signataires du communiqué appellent l'EU et ses Etats membres à cesser toute complicité avec les activités continues de colonisation menées par Israël et exigent d'immédiatement mettre un terme au blocus de la Bande de Gaza, de respecter le droit au retour pour les réfugiés palestiniens, de prendre des mesures contraignantes à l'encontre d'Israël - notamment une suspension de l'accord d'Association UE-Israël - tant que le droit international et les droits de l'homme continueront d'être bafoués.

De plus, les organisations signataires s'engagent à intensifier leurs actions en vue de faire pression sur l'UE et les Etats membres pour qu'ils mettent un terme à leur complicité avec les violations israéliennes des droits des Palestiniens.